



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 30/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PEDUZZI TP SAS

carrière de Remiremont

Références : S-23-1212RP

Code AIOT : 0006204365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 de la carrière PEDUZZI TP SAS implantée à Remiremont (88200). L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection et dans le cadre de la demande de prolongation d'exploiter la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEDUZZI TP SAS
- Champs devant Parmont 88200 Remiremont
- Code AIOT : 0006204365
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- carrière

La carrière de Remiremont est exploitée par la société PEDUZZI sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2233/2007 du 03 août 2007 pris en application du jugement du tribunal administratif de Nancy du 29 décembre 2006.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- l'état d'avancement des travaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 9	/	Sans objet
4	stationnement des engins	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.7.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 1	/	Sans objet
5	Analyse des sources	Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de la carrière est arrivée à échéance en août 2022. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'extraction. Une demande de prolongation est en cours d'instruction et sera prochainement transmise à Monsieur le Préfet des Vosges.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 1
Thème(s) : Situation administrative, validité de l'arrêté préfectoral
Prescription contrôlée : L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans qui inclut la remise en état.
Constats : L'arrêté d'autorisation est caduc depuis le 03 août 2022. Le jour de l'inspection, le 29 septembre 2023, il n'a pas été constaté d'exploitation de la carrière et celle-ci n'est pas remise en état. Par courrier du 14 juin 2022, la société PEDUZZI a transmis une demande de prolongation de l'autorisation. Cette demande a nécessité la mise à jour du PLU de Remiremont, car celui-ci avait classé la carrière en zone interdite aux exploitations de carrière. La mise à jour du PLU a été validée fin du 1er semestre 2023. La finalisation de l'instruction de la prolongation est en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.6
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le plan d'exploitation au moins une fois par an et de le transmettre à l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier plan d'exploitation de la carrière transmis par l'exploitant date du 19 juillet 2019. Le site est peu exploité, le front d'exploitation évolue donc peu d'une année sur l'autre, limitant la pertinence de la mise à jour annuelle du plan d'exploitation. Dans ces conditions, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives mais demande à l'exploitant de transmettre un plan à jour de la carrière sous un délai de 3 mois . Ce plan doit comporter l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre autorisé, ainsi que ces abords dans un rayon de 50 m ;• les bords des fouilles ;• les cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;• les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection ;• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 9
Thème(s) : Situation administrative, acte de cautionnement
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état est fixé à : <ul style="list-style-type: none">- 39 620€ pour la phase 1 ;- 58 376 € pour la phase 2 ;- 41 854 € pour la phase 3. L'exploitant adressera au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance.
Constats : L'acte de cautionnement transmis à l'inspection des installations classées est valable du 06 mai 2019 au 03 août 2022. Il est par conséquent caduc. De plus, il est à noter que la carrière n'est pas remise en état mais en attente de l'autorisation de prolongation de l'arrêté préfectoral. Le service de l'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'acte de cautionnement actualisé de la carrière sous un délai de 15 jours faute de quoi il sera proposé de mettre en demeure la société PEDUZZI de transmettre à Madame la Préfète des Vosges l'acte de cautionnement de la carrière actualisé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stationnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, pollution des sols et des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollutions des eaux, de l'air ou des sols.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de 2 chargeurs en stationnement sur le site hors d'une zone étanche. Afin de limiter les risques de pollution des sols, il convient de réaliser une aire de stationnement, servant également pour le ravitaillement et l'entretien. Cette aire doit être étanche et munie d'une capacité de rétention et d'un séparateur d'hydrocarbures. Il est demandé à l'exploitant de réaliser cette aire sous un délai de 15 jours. Afin de justifier de la réalisation, la société PEDUZZI transmettra des photos de l'aire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Analyse des sources

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2007, article 5.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, pollution des eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de faire réaliser des analyses de débits et de qualité (pH, MES, hydrocarbures) des eaux des sources de la Rouveroye avant exploitation. Les résultats de ces analyses sont à transmettre à l'inspection des installations classées.
Constats : Il est demandé à l'exploitant de faire une analyse de ces sources avant la reprise de l'exploitation. Les résultats des analyses devront être transmis à l'inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet